

A la une



Le Chiffre d'affaires de Tunis Re Progresse de 14% à fin Mars

19/04/2024

Les indicateurs d'activité pour le premier trimestre 2024, publiés par Tunis Re, font état d'une croissance du chiffre d'affaires par rapport au 31 Mars 2023 de 14%, pour atteindre 70,498 MD, cette hausse est le résultat combiné d'une hausse du volume des affaires souscrites ainsi qu'une bonne diversification au niveau de notre portefeuille.

Ainsi la compagnie a réalisé une progression de 11% sur le marché domestique contre 17% au niveau du marché international.

Par rapport aux objectifs fixés pour l'année 2024, le taux de réalisation du chiffre d'affaires au premier trimestre 2024 a atteint 32,4% ;

Tunis Re a annoncé une progression de la prime retenue de **14%**, passant de **49,205 MD** au 31 mars 2023 à 56,109 MD à la clôture du premier trimestre 2024, dégagant ainsi un taux de rétention de 80%.

Le premier trimestre a connu une **amélioration de la charge de sinistre de 28%** par rapport au mois de mars 2023, passant d'une charge globale de 36 MDT à 26 MDT au terme du premier trimestre 2024, expliquée par un comportement plutôt clément de la sinistralité courant ce trimestre et par une souscription adaptée aux risques.



Tunis Re une **CROISSANCE** Sûre et Soutenue

AMI Assurances organise son 3ème séminaire sur l'électromobilité

P03

Lutte contre le vol des véhicules : La FTUSA signe une convention de partenariat avec ARGOS France

P03

Maroc : Le secteur des assurances déclare la guerre aux déclarations frauduleuses

P05

Le Top 10 des risques qui guettent les entreprises en Afrique selon le baromètre Allianz 2024

P06

Gulf flooding to activate excess-of-loss reinsurance, drive prices higher: Moody's

P08

Insurance pricing continues to moderate while rates decline in majority of regions, says Marsh

P10

Cyber insurance gaps stick firms with millions in uncovered losses

P10

Les produits financiers affichent une progression de 20% par rapport au 31 mars 2023 pour atteindre 7,726 MDT, Ces produits englobent les intérêts courus et non échus (pour les deux exercices 2023 et 2024). Ils ne tiennent pas compte des intérêts sur dépôts auprès des cédantes.

P03

SOMMAIRE

Le Chiffre d'affaires de Tunis Re Progresse de %14 à fin Mars	03
AMI Assurances organise son 3ème séminaire sur l'électromobilité	03
Lutte contre le vol des véhicules : La FTUSA signe une convention de partenariat avec ARGOS France.	03
Actuariat – Hatem Zaara: Un rapprochement banques-assurances s'impose	04
Maroc: Le secteur des assurances déclare la guerre aux déclarations frauduleuses	05
Consolidation du secteur libyen des assurances	05
AXA Algérie présente ses solutions d'assurances au Salon International des Travaux Publics (SITP)	06
Le Top 10 des risques qui guettent les entreprises en Afrique selon le baromètre Allianz 2024	06
Kenya:Govt revives plan to merge insurance regulator with other financial supervisors	07

L'assureur sud-africain Old Mutual obtient le feu vert pour créer une banque.	07
Gulf flooding to activate excess-of-loss reinsurance, drive prices higher: Moody's	08
Chedid Capital acquiert les actions restantes dans le groupe Ascoma	08
Global takaful market exceeds US\$30bn and continues growing	09
ADNIC completes acquisition of %51 Allianz Saudi Arabia stake to drive regional growth strategy	09
Cyber insurance gaps stick firms with millions in uncovered losses	10
Insurance pricing continues to moderate while rates decline in majority of regions, says Marsh	10

Le Chiffre d'affaires de Tunis Re Progresse de 14% à fin Mars

19/04/2024

Les indicateurs d'activité pour le premier trimestre 2024, publiés par Tunis Re, font état d'une croissance du chiffre d'affaires par rapport au 31 Mars 2023 de 14%, pour atteindre 70,498 MD, cette hausse est le résultat combiné d'une hausse du volume des affaires souscrites ainsi qu'une bonne diversification au niveau de notre portefeuille. Ainsi la compagnie a réalisé une progression de 11% sur le marché domestique contre 17% au niveau du marché international.

Par rapport aux objectifs fixés pour l'année 2024, le taux de réalisation du chiffre d'affaires au premier trimestre 2024 a atteint 32,4% ;

Tunis Re a annoncé une progression de la prime retenue de 14%, passant de 49,205 MD au 31 mars 2023 à 56,109 MD à la clôture du premier trimestre 2024, dégageant ainsi un taux de rétention de 80%.

Le premier trimestre a connu une amélioration de la charge de sinistre de 28% par rapport au mois de mars 2023, passant d'une charge globale de 36 MDT à 26 MDT au terme du premier trimestre 2024, expliquée par un comportement plutôt clément de la sinistralité courant ce trimestre et par une souscription adaptée aux risques.

Les produits financiers affichent une progression de 20% par rapport au 31 mars 2023 pour atteindre 7,726 MDT, Ces produits englobent les intérêts courus et non échus (pour les deux exercices 2023 et 2024). Ils ne tiennent pas compte des intérêts sur dépôts auprès des cédantes.

Tunis Re, poursuit les travaux de mise en place des normes IFRS en se faisant accompagner par des experts et des actuaires dotés d'une bonne expérience dans le domaine de l'assurance et de la réassurance.

En effet, Aujourd'hui, Tunis Re a réussi à clôturer et à certifier les retraitements des exercices 2020, 2021 en IFRS4, pour ceux de 2022 ils sont en cours de certification et on entamera prochainement les travaux de retraitement pour l'exercice 2023.

Par ailleurs les travaux de diagnostic en IFRS 17 sont en cours de finalisation avec le cabinet accompagnateur, nous entamerons la phase d'implémentation courant l'année 2024, qui englobe tous les retraitements actuariels et comptables liés à la norme IFRS17.

Lutte contre le vol des véhicules : La FTUSA signe une convention de partenariat avec ARGOS France.

20/04/2024

La Fédération Tunisienne des Sociétés d'Assurances « FTUSA » et ARGOS ont signé un protocole de partenariat pour renforcer leur collaboration dans la lutte contre le vol des véhicules. Cet accord fait suite à un événement organisé par la FTUSA en collaboration avec ARGOS France, centré sur les techniques d'identification et de lutte contre le vol des véhicules. Deux journées de formation ont été spécialement dédiées aux officiers de police, de la garde nationale, ainsi qu'aux responsables sinistres vol des compagnies d'assurances.



ilBoursa.com
La référence économique

AMI Assurances organise son 3ème séminaire sur l'électromobilité

24/04/2024

Dans un monde confronté aux défis croissants de la durabilité et de la réduction des émissions, l'électromobilité émerge comme une solution de plus en plus évoquée et expérimentée par plusieurs pays.

En Tunisie, l'électromobilité s'impose aujourd'hui comme étant un choix stratégique pour répondre aux enjeux environnementaux et énergétiques du pays. Dans ce contexte, AMI Assurances a organisé aujourd'hui sa 3ème édition du séminaire sur l'électromobilité, un événement réunissant des experts du domaine pour partager leurs connaissances et discuter des dernières tendances en matière de mobilité électrique. Faker Rais, le directeur général adjoint d'AMI Assurances, a souligné l'importance de cet événement et la collaboration avec plusieurs partenaires, notamment le cabinet Touil, ainsi que la participation d'experts en assurance d'Allemagne et d'autres intervenants clés. Il a également mis en lumière l'urgence de se concentrer sur l'utilisation croissante des voitures électriques d'ici 2023, une tendance déjà bien établie en Europe, aux États-Unis et en Chine.

Où en sommes-nous en Tunisie ? En répondant à notre question, il a reconnu les défis existants, notamment d'ordre législatif et logistique.

Cependant, il reste optimiste quant à leur résolution dans un avenir proche. Il a constaté que plusieurs concessionnaires tunisiens ont déjà commencé à passer des commandes et certains ont même reçu quelques voitures électriques pour les commercialiser sur le marché tunisien.

“En comparaison avec nos voisins, la Tunisie n’est pas très en retard dans cette transition vers l’électromobilité, à l’exception du Maroc, qui a dépassé les 7000 véhicules électriques en 2023”, a-t-il ajouté.

Du côté des assurances, Fakher Rayes a souligné la nécessité pour AMI Assurances de s’adapter aux spécificités techniques des véhicules électriques. Il a mis en avant les différences de coûts et de fréquence des sinistres par rapport aux voitures classiques, ainsi que les défis liés à l’établissement des tarifs sans historique pertinent. Malgré ces défis, AMI Assurances est déjà en train d’étudier ces éléments pour proposer des garanties adaptées et équilibrées aux propriétaires de voitures électriques. Au final, il a souligné l’importance d’entamer dès maintenant une discussion approfondie sur la mobilité électrique, en anticipant un avenir où les véhicules électriques pourraient devenir la norme dès 2030. Cette anticipation précoce est essentielle pour une transition réussie, comme l’ont souligné les intervenants, y compris le représentant du géant allemand Allianz, mettant en avant des statistiques montrant la moindre propension des véhicules électriques aux incendies par rapport aux voitures

Les actuaires sont qualifiés pour aider à l’analyse quantitative des risques, y compris l’élaboration de modèles, l’établissement d’hypothèses et la surveillance. Les actuaires sont aussi capables de mesurer la dépréciation des actifs financiers, la gestion des risques, apporter des conseils en matière d’investissements et d’optimisation des coûts. Ils peuvent stimuler le développement de produits bancaires en examinant et en modélisant les risques différemment de manière à améliorer les opportunités commerciales et les offres aux clients.

Récemment, le secteur bancaire semble être un secteur idéal pour les actuaires. Auparavant, les banques utilisaient IAS 39 comme norme comptable pour comptabiliser les risques et la mesure des instruments financiers. Elle a été remplacée par la norme IFRS 9, ce qui a permis aux banques de passer du modèle des pertes encourues au modèle des pertes attendues.

Hatem Zaara, Directeur général de la Banque Tuniso-Libyenne (BTL) a participé à cette troisième session sur le thème “Actuaires en assurance bancaire: Risques opérationnels et produits Gestion”.

Est-ce que les résultats dégagés par les actuaires peuvent être appliqués dans le marché tunisien pour évaluer le risque ? Pour répondre à cette question Hatem Zaara a souligné que la problématique consiste à mettre l’actuariat au niveau du Pricing.

Aujourd’hui, ajoute le directeur général de la BTL, il faut prendre en considération comment adopter de manière proactive le Pricing au niveau de plusieurs paramètres comme l’énergie, le climat et autre.

Partant de son expérience en la matière, Hatem Zaara a souligné que la valeur de l’actuariat ressemble au VaR du moment où les probabilités ou les hypothèses des risques commencent à apparaître une fois le crédit est débloqué.

“A la BTL, les compétences de la banque ont tenté d’intégrer l’actuariat dans le Pricing du risque dans un dossier d’un grand investissement. Le taux d’intérêt appliqué par la banque qui s’ajoute au TMM reflète en réalité le risque de l’emprunteur qu’encourt la banque”, témoigne Hatem Zaara qui a appelé à renforcer le rapprochement banques et assurances dans le domaine de l’actuariat parce que dans l’absence de garantie, il y a possibilité de recourir aux compagnies d’assurance comptable a enrichi les discussions et renforcé l’importance de la formation dans le contexte plus large de la conformité comptable et réglementaire.

Notons également la prudence de son équipe pour s’adapter aux exigences des normes IFRS, Tunis Re démontre son engagement envers l’excellence opérationnelle et la pérennité de ses activités dans un environnement financier en constante évolution.



Actuariat – Hatem Zaara: Un rapprochement banques-assurances s’impose

24/04/2024

La Conférence actuarielle arabe 2024 se tient à Tunis du 23 au 25 avril sur le thème “Le monde à travers un œil actuariel” pour débattre des risques et des défis auxquels sont confrontés les secteurs de l’assurance, de la gestion d’actifs, de la gestion de patrimoine et des retraites, ainsi que les risques financiers et commerciaux auxquels sont confrontés les gouvernements et les entreprises dans des secteurs importants.

La troisième session de cette conférence organisée mardi 23 avril s’est focalisée sur les actuaires en assurance bancaire et les risques opérationnels.

Traditionnellement, les actuaires opéraient dans les domaines de l’assurance-vie, de l’assurance, des régimes de retraite, des placements et des avantages sociaux.



Maroc: Le secteur des assurances déclare la guerre aux déclarations frauduleuses

23/04/2024

Création d'une centrale pour tracer les déclarations, recoupement des informations, analyses des données et recours à l'intelligence artificielle... Pour faire face aux cas de plus en plus nombreux de fraude, le secteur des assurances sort l'artillerie lourde. Mais ce n'est toujours pas assez, vu la nature du marché. Cet article est une revue de presse tirée du quotidien L'Economiste.

Ainsi, la majorité des assureurs recourent désormais à une centrale créée au niveau de la Fédération marocaine des sociétés d'assurances et de réassurance (FMSAR). «L'objectif est de permettre, au niveau de l'ouverture d'un sinistre, dans certains cas, de la branche automobile par exemple, d'avoir l'historique de l'ensemble des opérations et sinistres déclarés qui concernent les véhicules en question ou les personnes à indemniser», lit-on.

Ces investigations permettent aux équipes des compagnies, experts et autres parties prenantes qui interviennent dans la chaîne de gestion de ce type d'incidents d'avoir l'ensemble des données, voire parfois les images des véhicules sinistrés, ou encore les photos des dégâts et blessures qui ont été traités et observés au préalable par l'ensemble des compagnies.

«Pour verrouiller les failles et monter en expertise, des sociétés d'assurances ont mis en place des équipes dédiées, avec des process de pointe conçus pour remonter les étapes via des investigations techniques, le recours à l'analyse des données (data analytics), l'intelligence artificielle, le recoupement des informations, les signes de contradiction et les incohérences», explique L'Economiste.

L'IA apparaît ainsi comme un moyen efficace de lutte contre la fraude compte tenu de la masse d'informations et de données pour détecter des cas suspects. S'y ajoutent des moyens pointus de lecture et d'analyse des photos des sinistres.

Cela étant, certaines compagnies, surtout celles adossées à des groupes internationaux, sont plus avancées que d'autres. Et le marché a encore

beaucoup d'années pour se structurer et faire évoluer les techniques avec la data centralisée, l'IA, l'adoption de technologies de pointe ou encore la formation d'experts et la mise à niveau des services spécialisés. Car, jusque-là, les professionnels ne disposent que de 20% de l'ensemble de la data sur le marché. D'où les gisements d'amélioration pour juguler les cas frauduleux.

Le phénomène est une pratique courante dans le monde entier, pas particulièrement au Maroc. Mais les proportions sont importantes compte tenu de la valeur des indemnisations et des montants décaissés par rapport au chiffre d'affaires des compagnies marocaines. Le taux des cas frauduleux dans l'automobile est tellement important qu'il est estimé à 4 voire 5% du chiffre d'affaires du secteur global des assurances au Maroc.



Consolidation du secteur libyen des assurances

24/04/2024

Les professionnels du secteur libyen des assurances ont pris part, le 20 avril 2024, à une réunion présidée par Mohamed Al-Hweij, ministre de l'Economie et du Commerce et président de l'autorité de contrôle des assurances.

La rencontre a permis aux participants de débattre des problèmes auxquels est confronté le marché.

Figurent parmi les solutions proposées, l'établissement de lois et de réglementations régissant l'activité d'assurance et la préparation d'un guide de gouvernance qui sera présenté au conseil d'administration de l'autorité de contrôle.

AXA Algérie présente ses solutions d'assurances au Salon International des Travaux Publics (SITP)"

21/04/2024

AXA Algérie participe au Salon International des Travaux publics (SITP) dans sa 18e édition et propose des offres alléchantes à cette occasion.

Organisé par le ministère des Travaux publics en collaboration avec la Safex, ce salon est placé sous le thème « Travaux publics, soixante ans de réalisations » réunissant les professionnels et industriels nationaux et internationaux du secteur des travaux publics et des activités annexes. Les entreprises de travaux publics doivent faire face à des impératifs qui leur sont spécifiques, exigeant un assureur doté d'une solide expertise pour estimer la portée des risques. AXA Algérie est ravie de présenter ses solutions spécialisées dans ce domaine, qui couvrent à la fois la main-d'œuvre, les chantiers et les équipements.

Les offres AXA Algérie pour le SITP 2022 :

Quelle que soit l'activité dans le domaine BTP, AXA Algérie répond aux besoins des assurés, en les protégeant en cas de dommage humain ou matériel. À l'occasion du SITP 2022, AXA Algérie propose :

Une offre spéciale allant jusqu'à -60 % de réduction sur les solutions tous risques Chantier (TRC), tous risques Engins de Chantier (TREC) et Multirisque Entreprise (MPME), valables jusqu'à la fin de l'année en cours, et ce, à travers l'ensemble de son réseau de distribution. Une large gamme de solutions d'assurances, notamment, en couverture santé et prévoyance collective et des garanties sur mesure qui protègent les entreprises, quels que soient leurs besoins, leurs tailles et/ou secteurs d'activité. Ainsi que les solutions d'assurances répondant aux besoins personnels en santé, automobile, habitation...

Nous nous attachons à accompagner les professionnels, notamment du BTP, sur l'ensemble de la chaîne des risques en leur proposant des solutions adaptées à chaque étape de leurs projets. » la révision du cadre législatif et réglementaire en vue d'assouplir les conditions d'accès du marché de l'assurance, la mise en œuvre de mesures pour l'amélioration de l'offre assurantielle, le développement de la compétition dans certains segments du marché, l'élargissement des canaux de distribution et le renforcement de la digitalisation, la protection du consommateur dans sa relation contractuelle avec l'assureur et l'amélioration de la qualité des prestations d'assurance.



Le Top 10 des risques qui guettent les entreprises en Afrique selon le baromètre Allianz 2024

19/04/2024

Les entreprises sur le continent africain sont confrontées à la convergence de menaces majeures qui remettent en cause leurs modèles économiques. Une approche globale sur les risques cyber, opérationnels et environnementaux devient impérative.

Selon le baromètre des risques 2024 d'Allianz, l'Afrique fait face à d'importants défis en matière de cybersécurité, de résilience opérationnelle et de durabilité. Ces risques menacent la compétitivité et la pérennité des entreprises sur le continent.

Le risque numéro un en Afrique et au Moyen-Orient est les incidents cyber selon 33% des répondants, en hausse par rapport à 2023. «Les incidents cyber représentent le risque le plus préoccupant en Afrique pour les entreprises de toutes tailles et est la cause d'interruption d'activité que les entreprises craignent le plus», souligne Patrick Thiels, Directeur Général Allianz Commercial pour la région, lors du point de presse organisé le jeudi 18 avril à Casablanca. La recrudescence des violations de données et des attaques malveillantes par ransomwares inquiète particulièrement. Dans un monde hyperconnecté, la moindre faille peut paralyser des entreprises voire des infrastructures critiques. Une cyberattaque d'ampleur pourrait avoir des répercussions systémiques majeures. Les entreprises africaines doivent donc renforcer d'urgence leurs défenses informatiques.

Le deuxième risque en Afrique est les interruptions d'activité (22% des répondants), lesquelles peuvent résulter de la dégradation des chaînes d'approvisionnement ou d'incidents cyber, incendies, catastrophes naturelles, etc. «Les entreprises doivent renforcer leur résilience et diversifier leurs chaînes d'approvisionnement dans un monde qui évolue rapidement», prévient Allianz. La résilience opérationnelle est mise à rude épreuve par les défaillances d'infrastructures critiques vieillissantes (4ème risque à 21%), mais aussi par les catastrophes naturelles dévastatrices (6ème risque, nouveauté 2024). Patrick Thiels évoque «des conditions météorologiques extrêmes dans le monde entier » avec des « sinistres liés aux orages violents [battant] un record historique». Il prend pour exemple les récentes inondations à Dubaï, qui ont pris de nombreuses personnes de

court. Le changement climatique (10ème risque à 16%) amplifie ces aléas et menace la pérennité de nombreux modèles économiques sur le continent. Une transition énergétique et productive s'impose mais les investissements requis sont considérables. «Les organisations affichant des objectifs ambitieux en durabilité peuvent être considérées comme ne faisant pas assez», constate la compagnie. Sur le plan macroéconomique (3ème risque), l'inflation galopante fragilise de nombreux pays même si «le Maroc affiche une bonne performance par rapport aux autres pays d'Afrique du Nord», nuance Maxime Darmet, économiste Senior chez Allianz. Les marges de manœuvre monétaires se réduisent alors que les prix de l'énergie restent volatils. De lourdes incertitudes planent sur la croissance future.

Les entreprises africaines font également face à un risque juridique et réglementaire majeur (5ème risque) entre les bouleversements de la gouvernance des données et de l'IA, les nouvelles obligations ESG, le protectionnisme ou encore les instabilités politiques chroniques sur le continent (7ème risque) Dans ce contexte adverse, une approche globale et intégrée de la gestion des risques s'impose selon Allianz. Cybersécurité, résilience opérationnelle, transition énergétique et numérique mais aussi stabilité macroéconomique et juridique sont autant d'impératifs intimement liés pour la compétitivité durable des entreprises africaines.



Kenya:Govt revives plan to merge insurance regulator with other financial supervisors

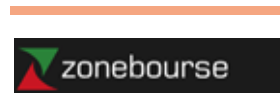
23/04/2024

The Kenyan government is planning to merge three major financial regulatory bodies in a move aimed at enhancing service delivery, cutting bureaucracy and avoiding duplication, reported Bloomberg.

The news agency quoted Prime Cabinet Secretary Mr Musalia Mudavadi who said in a statement that the three regulatory bodies are the Insurance Regulatory Authority (IRA), the Capital Markets Authority (CMA), and the Saccos (Savings and Credit Co-operatives) Societies Regulatory Authority (SASRA). Sources privy to the information reveal the move is also in line with the demands that the International Monetary Fund (IMF) makes as Kenya seeks to acquire a KES580bn (\$4.4bn) loan.

According to Mr Mudavadi, consolidating the functions of the three authorities would enhance their collective impact and streamline regulatory processes.

The merger plan surfaced in 2017 during former President Uhuru Kenyatta's tenure when the Cabinet approved the draft Financial Service Authority (FSA) Bill. The bill proposed that all non-banking institutions be registered under the proposed FSA



L'assureur sud-africain Old Mutual obtient le feu vert pour créer une banque.

19/04/2024

L'assureur sud-africain Old Mutual Ltd a déclaré vendredi qu'il avait reçu l'approbation de l'autorité prudentielle pour créer une banque, se rapprochant ainsi de la construction d'une entreprise de services financiers intégrée. Le deuxième assureur vie d'Afrique du Sud a déclaré qu'une activité bancaire lui permettrait d'offrir à ses clients différents services financiers, en plus de l'assurance et de la gestion d'actifs, et de générer de nouvelles sources de revenus pour le groupe. L'approbation du régulateur permet à Old Mutual de passer à l'étape suivante du processus, qui consistera en une phase d'essai rigoureuse avec des banques partenaires sélectionnées, a ajouté Old Mutual. La société a déclaré que l'autorité de régulation avait approuvé sa demande sous réserve de certaines conditions d'autorisation.

Pour la phase de transition, Old Mutual a réservé 800 millions de rands (41,72 millions de dollars) et prévoit d'achever cette phase avant la fin de 2024, a déclaré le mois dernier Iain Williamson, le directeur général du groupe. M. Williamson a déclaré que l'approbation «accélère la réalisation de notre choix stratégique de construire une entreprise de services financiers intégrée».

En 2018, Old Mutual a annoncé le dégroupage de sa participation majoritaire de 52 % dans Nedbank à ses actionnaires. En mars, elle a déclaré que sa participation minoritaire dans Nedbank était complètement désinvestie en août 2023.

La banque sera en concurrence avec la banque sud-africaine Absa Bank, la First National Bank de FirstRand, Standard Bank, Nedbank, Capitec Bank et les banques numériques telles que Discovery Bank.

Monde Arabe



Gulf flooding to activate excess-of-loss reinsurance, drive prices higher: Moody's

24/04/2024

The recent April 2024 severe storms that caused heavy flooding impacts across the United Arab Emirates, Oman, Saudi Arabia and other Gulf Cooperation Council (GCC) countries are expected to activate excess-of-loss reinsurance recoveries for primary insurers, which Moody's Ratings says will drive prices higher.

The flooding is expected to push up primary insurers' claims and reinsurance costs, which Moody's says is a credit negative for the carriers.

"Smaller insurers with more marginal profitability will be most impacted. While insurers will only bear a small fraction of the total economic loss for this event, increasing insurance penetration coupled with the rising frequency of severe weather events could over time pressure some companies' profitability and capital adequacy," explained Mohammed Ali Londe, Vice President Senior Analyst at Moody's Ratings.

"The impact on insurers' profitability will also be limited by the sector's generally strong reinsurance cover, including excess of loss protection, which we expect will be activated by this event," the rating agency said.

The overall insurance claims bill is expected to span across commercial and consumer lines of insurance, including motor, property, business and travel interruption.

However, the economic loss from the flooding is expected to be much higher, running into the hundreds of millions of dollars, with Dubai particularly affected, as our sister publication Reinsurance News reported last week.

Moody's notes that these April storms confirm, "a recent trend toward more frequent and severe weather events in the GCC region."

The region has been affected by seven storms and cyclones over the past five years, up from four over the previous five year period, Moody's says. "We expect GCC insurers to face higher reinsurance costs and more restrictive reinsurance policy terms as a result. This will put financial pressure on the primary insurance sector, which operates in a competitive and price sensitive market, and has limited ability to pass on higher reinsurance costs to customers," the rating agency reports.

Adding that, In some cases, rising reinsurance costs have contributed to insurers shifting towards using lower quality, less expensive, reinsurers which increases counterparty risk."

Moody's also notes that the global reinsurance costs have risen and reinsurers have reduced their capacity to cover secondary perils such as floods, which create volatility in their earnings.

"These floods, which also highlight rising water risk management challenges in otherwise arid areas that have urbanized quickly, could contribute to reinsurers reducing capacity and raising prices to the extent that GCC insurers will face greater risk of earnings volatility in the future," Moody's believes.

Because of the claims from these storms and expected rise in the cost of reinsurance for insurers in the Gulf region, Moody's says that some smaller to medium-sized entities could be at "a higher risk of capital erosion that would negatively impact their credit profiles."



Chedid Capital acquiert les actions restantes dans le groupe Ascoma

23/04/2024

Chedid Capital rachète 20% supplémentaires du capital d'Ascoma. Cette participation a été acquise auprès de la famille Husson, fondatrice du groupe africain de courtage. La holding libanaise devient ainsi l'unique actionnaire de Ascoma.

Pour rappel, Chedid Capital a finalisé, en 2021, l'acquisition de 80% du capital du courtier.

Cette opération a permis à Ascoma de consolider sa structure de gouvernance, d'élargir ses capacités techniques et de renforcer sa position concurrentielle.

L'acquisition s'inscrit également dans la stratégie de Chedid Capital visant à renforcer sa position de groupe d'investissement leader en assurance et réassurance.

Global takaful market exceeds US\$30bn and continues growing

24/04/2024

The takaful sector remains a small player within Islamic finance, accounting for less than 2% of the total market. Despite this, the global takaful market surpassed \$30bn in 2023, according to the Arab Monetary Fund (AMF).

Furthermore, the takaful market worldwide is expected to continue achieving annual growth rates ranging between 5% and 8%, according to a statement posted on the AMF website in conjunction with the staging of a training course on Islamic insurance held on 22–25 April.

The AMF attributes the growth of takaful to increased awareness of Islamic finance among consumers, the adoption by many countries of supportive government policies, and continuous technological progress.

Challenges

Still, the takaful industry faces many challenges. Some of these are internal challenges such as the difficulty of pricing risks, the risks of adverse selection as a result of information asymmetry, and the need for a general framework for governance and risk management.

Some are external challenges such as declining economic growth as a result of monetary tightening policies, and the resulting pressures on the insurance sector in general, and takaful in particular. There are increasing claims resulting from the large losses suffered by the business sector, the low return on investments, and the limited investment tools available that are compatible with Shariah principles.

These challenges require that the regulatory and supervisory authorities in the Arab countries work to support the takaful sector at all levels and work to provide the appropriate environment for it through effective oversight, and identifying the most important legal and technical challenges, says the AMF.

ADNIC completes acquisition of 51% Allianz Saudi Arabia stake to drive regional growth strategy

18/04/2024

Acquisition consolidates ADNIC's status as a leading insurer in the GCC region and signifies company's intent to explore opportunities across high-potential markets in MENA

Abu Dhabi, UAE: Abu Dhabi National Insurance Company (ADNIC), one of the leading regional multi-line insurance providers for both corporates and individuals, has completed the strategic acquisition of a 51% stake in Allianz Saudi Fransi Cooperative Insurance Company in Saudi Arabia.

The acquisition will make ADNIC one of the Tier - 1 listed insurers in Saudi Arabia, strengthening its position as a leading insurer in the Gulf region. As part of its strategic growth strategy, ADNIC has been actively exploring opportunities and expanding its geographical footprint.

ADNIC will now have active field operations in the two largest and fastest growing insurance markets in the Gulf and broader Middle East and Africa regions. Commenting on the acquisition, Sheikh Mohamed Bin Saif Al-Nahyan, Chairman of ADNIC, said: "The connection between the UAE and Saudi Arabia is deep, mutually beneficial and ever-growing. At ADNIC, we see Saudi Arabia as a high-potential market which perfectly aligns with our overall growth strategy, and we are looking forward to unlocking new possibilities for growth and success."

Founded in 1972, ADNIC has longstanding expertise in supporting individual and corporate clients across the Middle East and North Africa (MENA) region. The company has operations across all emirates in the United Arab Emirates consisting of a network of branches, as well as sales and customer service centres. The insurer provides risk coverage in more than 75 countries through its international division operating from Dubai as well as a representative office in London to capture London Market business trends.



Cyber insurance gaps stick firms with millions in uncovered losses

23/04/2024

A CYE analysis of 101 breaches across various sectors revealed insurance gaps resulting in an average of \$27.3 million in uncovered losses per incident

The majority of companies, 4 in 5, have suffered a cyberattack that wasn't fully covered under their cyber insurance policy, according to an analysis by cyber risk quantification firm CYE.

On average, each insurance gap left more than three-quarters of a breach uncovered, CYE said in a report released Wednesday. The research, which analyzed 101 breaches across various sectors, revealed an average of \$27.3 million in uncovered losses per incident.

"This study underscores how many companies rely on cyber insurance to cover the losses incurred as a result of cyber incidents and are then taken by surprise when they find that their insurance only covers a small portion," Nimrod Partush, vice president of data science at CYE, said in a press release.

Direct written premiums for cyber insurance worldwide could rise to \$23 billion by 2025, with U.S. businesses paying about 56% of the total, according to a February report from the Insurance Information Institute, an industry association.

U.S. businesses — the primary purchasers of standalone cyber insurance policies — are facing broader exposure to data breaches and cyberattacks through their reliance on IoT, the expansion of remote work, and greater use of cloud data storage, according to the Triple-I report.

A rising list of exclusions could make cyber insurance coverage void, an August 2023 survey from cybersecurity firm Delinea. Those exclusions include a lack of security protocols, human error, acts of war and not following proper compliance procedures.

"Our survey results find that most organizations are not approaching cyber insurance with the same diligence — they are simply looking to get covered," Joseph Carson, chief security scientist and advisory CISO at Delinea, said in a press release when the survey was unveiled. "What they're not

checking is whether the policy they had last year is what they need now, or if their policy changed at renewal. This 'cyber insurance gap' could put a lot of organizations in a tough place when a cybersecurity incident occurs, and they want to utilize this financial safety net."

In one case study CYE highlighted, Capital One in July 2019 reported a major security breach with an estimated cost of \$138 million, including expenses related to customer notifications, credit monitoring, technology updates and legal support. Despite receiving \$73 million through insurance coverage, the company faced \$65 million in uncovered damages.

"This event highlights the substantial repercussions of cybersecurity breaches on companies, particularly when insurance does not fully cover the resultant financial losses," the CYE report said.



Insurance pricing continues to moderate while rates decline in majority of regions, says Marsh

24/04/2024

Global commercial insurance rates climbed 1% in the first quarter of 2024, down from the 2% increase that was seen in the fourth quarter of 2023, according to the Global Insurance Market Index released by insurance broker and risk advisor and a business of Marsh McLennan, Marsh.

Rates continued to be relatively consistent, with most regions experiencing small decreases in Q1.

Marsh noted that this was largely driven by a strengthening of the trend for decreases in financial and professional and cyber lines, as well as increasing competition among insurers in the global property market.

On average, rates declined in the UK, Asia, Pacific, Canada and in India, Middle East & Africa regions by 2%.

However, rates did increase in the US and Europe by 3%, as well as Latin America and the Caribbean by 5%. Additionally, in Q124, global property insurance rates were up 3%, on average, compared to a 6% increase in the previous quarter.

Across the US, organisations with concentrations of assets in catastrophe zones such as the Gulf of Mexico, Atlantic coast, and California have begun to see lower increases or even decreases in rates, compared to higher increases in recent years.

Another key figure to note, is that casualty insurance rates increased on average by 3%, the same as the previous five quarters. This was largely due to concerns about the size of jury awards in the US.

Importantly, for the seventh consecutive quarter, the overall average pricing for financial and professional lines fell.

Driven by rate reductions and increased competition for business – particularly across the US, UK, Pacific, and Canada – average rates decreased by 7% in the first quarter, compared to a 6% decline seen in the previous quarter, Marsh explained.

Globally, cyber insurance rates witnessed a decrease of 6%, compared to a 3% decrease seen in the prior quarter.

Pat Donnelly, President, Marsh Specialty and Global Placement, Marsh, commented: “A continued moderation in insurance rates, and an increased appetite among insurers particularly for well-managed risks, will be welcomed by clients that continue to face major global economic and geopolitical uncertainty.

“In a rapidly changing risk landscape, organizations will be under pressure to improve their risk management capabilities and make themselves more resilient to global shocks. We are working closely with our clients to ensure they have the right tools to navigate these challenges successfully and benefit from the continued improvement in market conditions.”